

culture & recherche

Mission de la recherche et de la technologie - 3, rue de Valois 75042 Paris cedex 01 - Tél. : 40 15 80 45

Supplément à la Lettre d'information n° 375

49

Octobre 1994 - n°

Culture
Francophonie

Ministère

Direction de
l'administration
générale

s o m m a i r e

ACTUALITE DE LA RECHERCHE

2

- Colloque : où va l'histoire de l'art contemporain ?
- *Techne*, une nouvelle revue scientifique
- Multimédia et patrimoine culturel
- Etudes sur le rôle des bibliothèques municipales et sur le rôle des bibliothécaires
- Le ministère de la culture et de la francophonie au FAUST 94

A LIRE

5

ENJEUX

6

- Patrimoine, recherche et publics : réflexions provisoires d'un praticien

LIEUX

6

- La sociologie de l'art et la sociologie de la culture
- Un projet de culture scientifique et technique sur le site minier 9-9bis d'Oignies (Pas-de-Calais)

CALENDRIER

12

Colloque : Où va l'histoire de l'art contemporain ? 17-19 février 1995

Le groupe d'études sur l'image fixe, basé au Musée d'histoire contemporaine - BDIC, s'est associé à différentes universités (Paris I, Montréal, Vancouver) pour organiser le colloque « Où va l'histoire de l'art contemporain ? ». Cette initiative est née d'un double constat. D'une part, les historiens d'art sont conduits aujourd'hui à se poser des interrogations de base quant à leurs pratiques, notamment à cause du fait que l'art est aussi un objet d'étude pour des branches scientifiques parallèles (histoire, sociologie, psychanalyse). D'autre part, dans le domaine de l'histoire de l'art, la France a semblé ces dernières années mise à l'écart de congrès internationaux essentiellement anglo-saxons.

A une époque d'ouverture de la discipline, d'éclatement des procédés et de dispersion géographique des recherches, il importait de réaliser un bilan méthodologique international. Et il a semblé significatif qu'un tel projet se concrétise à Paris, ce d'autant plus que les pouvoirs publics hexagonaux se préoccupent actuellement d'institutions à créer sur ce terrain (Bibliothèque nationale des arts, Institut international d'histoire de l'art, enseignement de l'histoire de l'art au lycée...). Pour ce faire, des institutions très diverses ont été associées au projet (centres de recherche, musées, universités, établissements d'enseignement artistique, éditeurs, presse...).

Des spécialistes canadiens, russes, américains, d'Amérique latine, d'Afrique francophone ou d'Europe donneront leurs appréciations. Ils permettront non seulement de faire un bilan de situations contrastées (le Sénégal et la Slovaquie, l'Allemagne et le Brésil) mais aussi de traiter de questions transversales qui taraudent actuellement les scientifiques de tous ces pays. Quelles sont les traditions en histoire de l'art ? Quand naît l'art contemporain ? Comment prendre en compte la prolifération industrielle ? Quelle place pour les représentations extra-occidentales et celles des minorités ? Quels rapports entre l'histoire de l'art et les sciences humaines ? Quelles nouvelles approches dans l'analyse des images ? Comment prendre en compte la politique ? Quel est l'engagement aujourd'hui (féminisme, *politically correctness*, bilan des pays socialistes) ? Rôle de l'enseignement et des musées ? Comment travailler sur le présent : critique ou histoire ?

Le colloque, soutenu par la mission de la recherche et de la technologie et la délégation aux arts plastiques, est accueilli par l'Ecole nationale des beaux-arts. Il aura lieu les 17, 18 et 19 février 1995.

Pour tous renseignements : Groupe d'études sur l'image fixe, Musée d'histoire contemporaine, Hôtel national des Invalides 75007 Paris.
Tél. : 45 51 93 02. Fax : 44 18 93 84.

Une nouvelle revue scientifique

Techne

Techne - la science au service de l'histoire de l'art et des civilisations, c'est le titre de la nouvelle revue publiée par le laboratoire de recherche des musées de France pour rendre compte de l'application des sciences exactes à l'étude du patrimoine culturel en vue de sa conservation et de sa restauration, mais aussi dans



une plus large perspective d'enrichissement de l'histoire. *Techne* s'adresse en priorité à la communauté des scientifiques, conservateurs, restaurateurs, archéologues, archéométristes, mais aussi à un public élargi. Chaque numéro s'articule autour d'un thème en concordance avec une exposition ou un événement d'actualité. De plus, d'autres contributions rendent compte de recherches sur la peinture, la sculpture ou les objets d'art ou d'archéologie. Des nouvelles brèves s'y ajoutent selon les cas. Les articles émanent de chercheurs français et étrangers (résumés et légendes sont donnés en français et anglais). Thème du numéro 1 : Poussin et la peinture française au XVII^e siècle.

Prix du numéro : 100 F.
LRMF : Palais du Louvre - 6, rue des Pyramides 75041 Paris cedex 01. Tél. : 40 20 56 54. Fax : 47 03 32 46.

Multimédia et patrimoine culturel

Une étude de faisabilité des systèmes d'accès télématique multimédia au patrimoine culturel européen est lancée par le ministère de la culture et de la francophonie, le groupe informatique Bull, le groupement européen d'intérêt économique ERCIM (*European research consortium for informatics and mathematics*), la société EUROCLID. Elle a obtenu le soutien de la Commission européenne - DG XIII - programme applications télématiques - ingénierie de l'information - en réponse à l'appel d'offres « édition multimédia ».

Dans la plupart des pays d'Europe, les ministères et institutions en charge de la culture ont entrepris de constituer des bases de données informatiques sur les fonds patrimoniaux. L'objectif de cette étude est de définir et de réaliser des outils informatiques qui permettront une exploitation efficace de ces fonds numérisés par les professionnels et leur réutilisation pour l'intégration dans des produits multimédias destinés au grand public.

Le principe du système d'information visé est le suivant : les organismes ayant la responsabilité de numériser le patrimoine culturel gèrent chacun un ou plusieurs serveurs d'information, conçus en respectant des normes de communication et de représentation de l'information communes. Ces serveurs sont mis en réseau par un système d'information multimédia distribué, qui localise et fournit l'information recherchée. L'utilisateur ayant un accès au réseau numérique international peut formuler une requête et retrouver les informations pertinentes contenues dans tous les serveurs connectés, sans avoir à les interroger tous successivement, cette interrogation devant pouvoir se faire grâce à un interface d'accès multilingue.

L'étude de faisabilité étudiera notamment les résultats des systèmes informatiques d'accès à des répertoires patrimoniaux déjà opérationnels, tel Joconde dans le contexte français, ou des projets communautaires, tels Vasari, Narcisse, Rama etc.

Les conclusions et recommandations auxquelles aboutira l'étude permettront de définir les objectifs d'un projet de recherche-développement, susceptible d'être inscrit au 4^e programme-cadre de recherche-développement de l'Union européenne. Les partenaires culturels étrangers intéressés par les projets de numérisation d'images et identifiés dans

cette étude pourront s'intégrer à ce projet de recherche à vocation européenne. La responsabilité d'ensemble de l'étude qui sera menée d'ici à mars 1995, est assurée par la mission de la recherche, assistée par un comité de pilotage.

Contact : Jean-Pierre Dalbéra - mission de la recherche et de la technologie. Tél. : 40 15 80 45.

Intégration sociale et citoyenneté : le rôle des bibliothèques municipales

Le développement des bibliothèques municipales, la diversification de leurs publics, l'hétérogénéité croissante de leurs activités et de leurs lieux d'intervention ont modifié leur rôle dans la cité. Au-delà de leur implication traditionnelle dans le domaine culturel et éducatif, elles se voient désormais assigner aussi un rôle dans le domaine urbain (geste architectural, structuration du quartier), médiatique (contribution à la notoriété et à l'attractivité de la ville) et social. Ce dernier point suscite l'intérêt à la fois par la complexité de son contenu potentiel (entretien du lien social, lutte contre l'exclusion...) et par la méconnaissance que l'on a de sa réalité.

C'est dans ce cadre que la direction du livre et de la lecture a décidé de financer l'étude « Intégration sociale et citoyenneté : le rôle des bibliothèques municipales », qui s'intéresse aux effets de la fréquentation d'une bibliothèque municipale sur la trajectoire (intellectuelle, scolaire, civique...) de ses usagers. Il s'agit, selon l'équipe retenue, « de prendre la mesure des déplacements que permet, quelquefois, à ceux qui sont peu nantis du côté de la culture légitime, une rencontre avec une bibliothèque : déplacements des trajectoires scolaires et professionnelles, hors des rails de la programmation sociale et familiale ; déplacements des assignations liées au fait d'être né garçon ou fille ; déplacements dans le type de liens entretenus avec le groupe d'appartenance et la culture sociale d'origine (cultures "immigrées" et/ou cultures "populaires") ». C'est le laboratoire Strates (Paris I - CNRS) qui est chargé de cette étude dont l'achèvement est prévu pour l'automne 1995 et dont le suivi scientifique est assuré par le service des études et de la recherche de la Bibliothèque publique d'information (Centre Georges Pompidou).

Contact : Patrick Mignon - BPI. Tél. : 44 78 49 06.

Etude sur le rôle des bibliothécaires

C'est sur le rôle de ces médiateurs que sont les bibliothécaires que porte l'étude « Médiation humaine » menée par le service des études et de la recherche de la BPI (centre Georges Pompidou). Les modalités de l'offre de lecture, on le sait, ont grandement changé avec la modernisation des bibliothèques publiques : libre accès aux documents, classement et classification simplifiés ou adaptés, signalétique renforcée, catalogue informatisé... Tout est ainsi organisé pour accroître l'autonomie de l'utilisateur et rendre la médiation des bibliothécaires facultative.

Dans ce dispositif, quel est alors le rôle des bibliothécaires et quelle idée s'en font-ils ? Jusqu'où vont-ils dans l'accompagnement du public : privilégient-ils la formation des usagers (montrer, expliquer) ou leur information (donner la réponse) - apprendre à pêcher ou donner du poisson ? Quel est le poids de la fréquentation massive ou de la sur-fréquentation : comment se négocie la contradiction entre accueillir chacun (et donc prendre du temps) et accueillir tout le monde (et donc aller vite) ? Où les médiateurs placent-ils la frontière entre ce qu'ils considèrent comme légitime et ce qu'ils considèrent comme excessif dans les demandes des usagers ? Quelle place pour la médiation humaine devant la multiplication des écrans et des robots ? Est-ce qu'une nouvelle identité professionnelle se dégage de l'évolution du rôle de médiateur ? Voilà quelques-unes des questions auxquelles cette étude va tenter d'apporter des réponses, en procédant à des entretiens avec les médiateurs et à l'observation de leur travail avec le public.

Le principal champ d'étude est la BPI, mais deux autres établissements seront également concernés à titre de comparaison (ou de contradiction) : la médiathèque de La Villette et la médiathèque de Saint-Quentin-en-Yvelines. L'achèvement de cette étude est prévu pour le printemps 1995.

Contact : Anne-Marie Bertrand (BPI) : 44 78 44 65.

Bruxelles, mode d'emploi

Le ministère de la culture et de la francophonie (département des affaires internationales) édite un guide pratique, *Bruxelles, mode d'emploi*, à destination de tous ceux qui travaillent dans le

domaine culturel, pour leur permettre de comprendre les mécanismes, le fonctionnement et les financements culturels de l'Union européenne. 45 fiches décrivent les fonds structurels, les programmes communautaires, les projets pilotes, les programmes culturels, complétés par un organigramme de la direction générale X (information, communication, culture, audiovisuel), un carnet d'adresses et un glossaire.

Les programmes de recherche et développement technologique font l'objet de 6 fiches présentant Race, Impact, Esprit, « Programme sur les bibliothèques », Sprint et Environnement : nature du programme, critères d'éligibilité, procédures de décision et service responsable, aspects financiers.

Espace information - culture. Thierry Roche.
126, rue Franklin 1040 Bruxelles.
Tél. : (19 32 2) 732 78 34. Fax : (19 32 2) 732 23 28.
Département des affaires internationales :
12, rue de Louvois 75002 Paris. Tél. : 40 15 37 15.
Prix : 100F TTC.

Les hologrammes du globe de Martin Behaïm

Le globe terrestre construit en 1492 par Martin Behaïm et conservé à Nuremberg est le premier globe occidental qui nous soit connu. Il correspond aux idées mises en œuvre par Christophe Colomb pour son premier voyage outre-Atlantique : continent eurasiatique trop étendu en longitude, existence d'une route maritime directe entre les Canaries et le Japon. De cette première vision du monde sont donc absents le continent américain et le Pacifique. Des hologrammes de ce globe ont été réalisés par Pascal Gauchet de l'Atelier holographique de Paris d'après l'unique facsimilé manuscrit de 1847, conservé à la Bibliothèque nationale de France. Cette recherche-crédation, soutenue par la mission de la recherche et de la technologie du ministère, a permis de réaliser deux hologrammes, représentant deux faces opposées du globe sur une sphère de 26 cm de diamètre. La première est axée sur l'Europe et permet de découvrir la route empruntée par Christophe Colomb. La seconde porte sur le continent eurasiatique et Cipango (le Japon). Le procédé original, dont la mise au point a fait l'objet d'un brevet, est susceptible d'être étendu à la reproduction photographique de globes historiques et à d'autres volumes. Ce travail a été présenté au

ministère de la culture et de la francophonie par ses réalisateurs et a fourni l'occasion d'un débat très riche sur les applications culturelles de l'holographie.

L'édition originale est de 30 exemplaires numérotés et signés.

Atelier holographique de Paris - 13, passage Courtois
75011 Paris. Tél.: 43 79 69 18.

Le ministère de la culture et de la francophonie au FAUST 94

Le ministère de la culture et de la francophonie participait au Forum des arts de l'univers scientifique et technique (FAUST) par la présentation de plusieurs applications culturelles multimédias et par l'organisation d'une table ronde.

Plus d'une vingtaine d'applications mises en œuvre dans les services et établissements publics du ministère de la culture et de la francophonie ou par les équipes de recherche qui lui sont asso-

Une exposition imaginaire sur Internet LE SIECLE DES LUMIERES DANS LA PEINTURE DES MUSÉES DE FRANCE

La direction des musées de France a mis en œuvre en collaboration avec le département de l'organisation et des systèmes d'information du ministère (DOSI), l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (CNRS) une « exposition imaginaire » sur le siècle des Lumières dans la peinture des musées de France consultable sur Internet. Ce produit, soutenu par la société Bull et le Comité interministériel de l'informatique et de la bureautique dans l'administration figure dorénavant dans le menu d'entrée du serveur W3 du ministère.

Le scénario de cette exposition qui propose une sélection de cent artistes représentés chacun par une œuvre met l'accent sur les aspects historiques et picturaux. Les domaines des lettres, de la musique ou des sciences ne sont évoqués qu'indirectement, au gré de certaines œuvres dont le sujet se rapporte à ces thèmes. En annexe, des listes permettent de donner des aperçus rapides sur certains points particuliers (liste des académiciens, listes chronologiques des prix de Rome, des œuvres exposées au Salon, des artistes, liste alphabétique des artistes, leurs régions d'origine).

Les images des œuvres sélectionnées dans dix-huit établissements ont été fournies par la Réunion des musées nationaux et par plusieurs musées en région.

IMAGES DU PATRIMOINE CULTUREL DE MIDI-PYRÉNÉES

Préfiguration des serveurs d'images de demain, la maquette d'un système d'informations multimédias comprenant 1 000 images du patrimoine culturel de la région Midi-Pyrénées est présentée grâce aux interfaces d'accès aux fonds d'images développées par l'équipe Applications culturelles et artistiques de l'informatique de l'IRIT de Toulouse. Cette équipe bénéficie du soutien de la



© Logiciels et interfaces : IRIT 1994

© Images et notices : service régional de l'archéologie, Inventaire général, direction des musées de France

mission de la recherche et de la technologie du ministère de la culture et de la francophonie.

Les images ont été sélectionnées par les services régionaux et centraux du ministère de la culture et de la francophonie ainsi que par d'autres organismes publics culturels. Elles sont accessibles pour la plupart sous forme numérique (y compris en haute résolution) et pour une partie à travers un vidéodisque, sur un serveur d'images.

Les sujets

Les peintures pariétales (service régional de l'archéologie), les sculptures du Moyen Âge (Musée des Augustins), les manuscrits enluminés (Bibliothèque municipale de Toulouse), le couvent des Jacobins de Toulouse, les grandes figures du Sud-Ouest (service des archives photographiques), les vitraux de la cathédrale Saint-Étienne de Toulouse et de l'église de Fleurance (Gers)

(conservation régionale des monuments historiques), le canton urbain de Moissac, l'architecture rurale et urbaine (service régional de l'inventaire général), les œuvres de l'Espace d'art moderne et contemporain de Toulouse et celles de l'artothèque du collège Jean-Jaurès d'Albi.

IRIT : LSI - 118, route de Narbonne 31062 Toulouse.
Tél.: 61 55 63 05.

ciées étaient présentées par des chercheurs, des professionnels de la culture et des spécialistes de l'informatique avec le concours de plusieurs sociétés privées. Sur un espace de plus de 300 m², les arts plastiques, les bibliothèques, les musées, la musique et le patrimoine architectural se conjuguèrent avec l'informatique, les nouveaux supports électroniques de la mémoire et les réseaux de communication.

Les CD-ROM et les Photo-CD présentés par la Réunion des musées nationaux, les CD-ROM de la direction du patrimoine témoignent des nouvelles formes d'édition sur support électronique.

C'est également sur CD-ROM que les 7 millions de notices des imprimés depuis Gutenberg jusqu'à nos jours sont éditées par la Bibliothèque nationale de France. Celle-ci présentait également le poste de lecture assistée par ordinateur (PLAO) destiné aux chercheurs. La Bibliothèque publique d'information du Centre Georges Pompidou élargit la consultation de ses collections iconographiques via le réseau Numéris.

Les collections des musées étaient présentes sur différentes banques d'images : Videomuseum, base de données texte-image sur l'art du XX^e siècle; les collections du musée d'Orsay engagé avec plusieurs musées européens dans le projet RAMA de mise en réseau de leurs bases de données documentaires; le musée vir-

tuel du siècle des Lumières imaginé par la direction des musées de France sur le réseau Internet (cf. encadré).

On pouvait consulter un serveur d'images du patrimoine culturel de Midi-Pyrénées (cf. encadré).

La direction du patrimoine et le Groupe d'études pour l'application des méthodes scientifiques à l'architecture et à l'urbanisme (GAMSAU) travaillent à la réalisation de nouveaux outils de gestion du patrimoine architectural au moyen de l'image de synthèse et des systèmes de traitement de la connaissance.

La création était représentée sur l'espace d'exposition par les nouvelles images produites par les plasticiens de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs et les images de synthèse créées avec le soutien du CNC et l'INA, ainsi que par les applications musicales de l'informatique développées par l'IRCAM et le CEMAMu.

Une table ronde sur les nouvelles pratiques de lecture et d'écriture liées aux nouvelles techniques d'information et de communication a réuni des spécialistes du livre, de la culture et de la recherche.

Parc des expositions de Toulouse, 14 au 18 octobre 1994. Coordination de l'espace d'exposition de la Culture : mission de la recherche et de la technologie de la direction de l'administration générale et IRCAM, avec la participation de la direction régionale des affaires culturelles. Cette exposition a bénéficié d'un partenariat de France Télécom.

■ Archéologie

Bilan scientifique 1993 du service régional de l'archéologie d'Ile-de-France

182 p. illustrées.

Contact : Marie-Joëlle Brunet - service régional de l'archéologie - 6, rue de Strasbourg 93200 Saint-Denis. Tél. : 48 13 14 50. Fax : 48 13 01 70.

Bilan scientifique 1993 du service régional de l'archéologie de Martinique

Direction régionale des affaires culturelles - 16 avenue Condorcet 97200 Fort-de-France. Tél. : 76 12 46.

Lyon Saint-Jean. Les fouilles de l'îlot Tramassac

Par C. Arlaud, J. Burnouf, J.-P. Bravard, J.-M. Lurol, A. Vérot-Bourrély. Documents d'archéologie en Rhône-Alpes n° 10 ; série lyonnaise n° 4. Direction régionale des affaires culturelles - service régional de l'archéologie. Lyon, 1994, 150 F.

■ Archives

Cabinet de Napoléon 1^{er} et secrétairerie d'Etat impérial.

Pièces ministérielles, an VIII-1815. Inventaire des articles AF IV 1287 à 1589.

Par S. de Dainville-Barbiche, G. Le Moël et M. Pouliquen. Paris, Archives nationales, 1994. Un volume gr.in-8° de 303 p. 200 F. En vente aux Archives nationales et à la Documentation française.

■ Art

La science et la métamorphose des arts

Sous la direction de Raymond Daudel et Nicole Lemaire d'Agaggio, Presses universitaires de France/Nouvelle Encyclopédie Diderot, Paris, 1994, 223 p., 198 F. Au cours du siècle qui s'achève, les sciences et les arts ont entretenu des relations si nombreuses, si complexes, si diverses qu'une véritable métamorphose en est résultée. Certains artistes intègrent dans leurs créations des matériaux nouveaux, utilisent de nouveaux moyens d'expression, s'inspirent

de créations scientifiques. Cet ouvrage rédigé par quelques-uns des plus importants représentants de cette avant-garde montre comment ces démarches ont transformé profondément la peinture, la sculpture, la musique et l'architecture.

Revue de l'art

N° 104, CNRS Editions. 20-22, rue Saint-Amand 75015 Paris. Tél. : 45 33 16 00.

Sponsored research in the history of art 13. 1993-1994

Recensement des projets de recherche avancée en histoire de l'art, archéologie et domaines voisins, soutenus par les institutions publiques et privées aux Etats-Unis et ailleurs. Publié par la National gallery of art, Center for advanced study on visual arts, Washington D.C. 20565, Etats-Unis.

CD Rom sur l'œuvre de Poussin

Edité par la direction des musées de France dans la collection « Art et science ». Produit dans le cadre du projet Narcisse, en quatre langues, il présente 40 peintures saisies en très haute définition, accompagnées des dossiers de laboratoires du LRMF et du service de restauration des musées de France. Diffusé par la Réunion des musées nationaux : 49, rue Etienne Marcel 75039 Paris cedex 01. Tél. : 40 13 48 00.

■ Inventaire général

Les orfèvres de basse Bretagne

par Y.-P. Castel, D. Dufief-Moirez, J.-J. Rioult et al. Cahiers du patrimoine n° 37, 508 p., 987 ill., en noir, 16 pl. coul., 340 F.

Les vitraux de Lorraine et d'Alsace

Par M. Héroid et F. Gatouillat, Corpus vitrearum, Inventaire général/CNRS Editions, 1994. ISBN 2-271-05154-1

Collection Images du patrimoine

Le val d'Abondance. Haute-Savoie.

Par M. Chalabi, T. Monnet. n°129, 1994, 72 p., 120 F. ISBN 2-11-0847-15-8

Queyras. Hautes-Alpes.

Par M.-P. Mallé, n°133, 1994, 80 p., 130 F. ISBN 2-909727-02-5

Canton de Valréas. L'enclave des papes. Vaucluse.

Par F. Reynier, F. Fray, C. Desvignes-Mallet, n° 119, 1994, 68 p. ISBN 2-909727-01-7

L'île de Ré. Charente-Maritime.

Par G. Renaud-Romieux, Y.-J. Riou, J.-P. Roussel, n° 134, 1994, 64 p., 120 F. ISBN 2-905764-11-2

Aux origines de la Lorraine rurale. De 6000 avant notre ère à l'an mil.

N° 127, 1993, 80 p. ISBN 2-87692-188-10

Canton de Blesle. Haute-Loire.

Par J.-P. Leclercq, J.-F. Luneau, B. Ythier, n° 135, 1994, 86 p., 100 F. ISBN 2-905554-0-8

■ Musée

Musée & tourisme

Clefs pour un partenariat à l'usage des professionnels des musées. Edité par la direction des musées de France : 6, rue des Pyramides 75041 Paris cedex 01. Tél. : 40 15 35 87.

Moulages, copies, fac-similés.

Actes des IX^e journées des restaurateurs en archéologie. Bulletin de liaison n° 11 du Centre d'études des peintures murales romaines du CNRS. A commander à C. Allag CEPMR laboratoire d'archéologie - ENS - 45, rue d'Ulm 75230 Paris cedex 05. 90 F + 16 F port.

■ Musique

Musique et musicologie dans les universités françaises 1993 - 1994.

Répertoire des cursus de musique et des enseignants dans les universités françaises réalisé par la mission scientifique et technique du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Mai 1994, 152 p.

■ Recherche

Alliage

n° 19, été 1994, 85 F.

Au sommaire notamment : A quoi sert la recherche ? Les dits et les mots de la science. Diffusion Seuil.

■ Travaux et rapports de recherche et d'activité remis à la mission de la recherche

Les lecteurs d'un réseau départemental

Enquête sur les lecteurs des lieux de prêt pour tous publics desservis par la bibliothèque départementale du Cher. Anne Slomovici - mémoire d'études ; Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

Réflexion sur l'incidence de la technologie dans le traitement de l'information

Problématique de la responsabilité née des mondes virtuels. Rapport établi par l'association Jurimatic, sous la responsabilité de M. Bibent et de M. Vivant, sur les travaux de Jean-Pascal Marron (réponse à l'appel d'offres lancé par les ministères de la culture et de la recherche en 1992 sur la recherche en propriété littéraire et artistique).

Politiques de la musique contemporaine.

Anne Veitl. Thèse pour le doctorat en sciences politiques soutenue à l'Institut d'études politiques de Grenoble en décembre 1993, 270 p.

Rapport d'activité 1993 du laboratoire de recherche des musées de France

Liste des mémoires de maîtrise en économie et politique de la culture

Dirigés par Jean-François Godchau, université de Paris X Nanterre - UFR de sciences économiques ; juin 1993.

Patrimoine, recherche et publics réflexions provisoires d'un praticien

par Philippe Mairot*

Nous voudrions ici porter l'attention sur quelques confusions qui freinent à nos yeux la constitution affirmée des métiers du patrimoine et de leur spécificité. A la demande de la rédaction, cet article est la poursuite élargie d'une réflexion entamée dans un article de la revue *Terrain* n° 16, mars 1991, intitulé « Musée et technique ».

QUELS PROFESSIONNELS DU PATRIMOINE ?

Lorsqu'ils veulent embaucher un chef de projet, les collectivités ou propriétaires maîtres d'ouvrage d'opérations patrimoniales sont aujourd'hui devant l'alternative suivante, correspondant à deux types de profil.

La figure naguère la plus classique – le spécialiste d'histoire, d'ethnologie, d'histoire de l'art ou d'archéologie – a beaucoup souffert depuis une quinzaine d'années, en regard des nouvelles fonctions qui ont été reconnues au patrimoine et des nouvelles missions imparties à ses professionnels : non plus seulement un témoignage à étudier et conserver pour quelques érudits, mais un « moyen de communication », mais une « ressource pour le développement local », mais un « gisement d'emplois et de richesses », mais un lieu pour l'enracinement, l'identification, etc. Eu égard à ces nouvelles exigences, d'ailleurs souvent exagérées, quand il s'agit de réunir des fonds, diriger une équipe, rédiger un cahier des charges et en suivre l'exécution, négocier des marchés et des prestations, communiquer avec les publics, les élus ou les techniciens, l'érudit, à tort ou à raison, apparaît démuné.

C'est la raison pour laquelle apparaît un second profil, ou plus exactement des seconds profils, encore très inorganisés, et de valeur très hétérogènes, qu'on nomme, néologisme ou anglicisme à l'appui, ingénieur culturel, manager du patrimoine, développeur, médiateur, animateur ou chef de projet patrimonial.

On oppose donc grossièrement les défauts supposés du premier aux qualités présumées du second : anciens contre modernes, le sens des réalités économiques et touristiques des uns contre la « vaine et élitiste érudition coupée du monde des autres » !

Nous pensons, comme beaucoup, que cette opposition caricaturale doit être dépassée. Nous croyons que le patrimoine ne doit pas être confié à des techniciens n'ayant pas reçu une solide formation de scientifique. Mais celle-ci ne suffit pas, même augmentée d'une relative maîtrise des savoirs techniques du marketing, si elle n'est pas au service d'un projet culturel de ce temps et de cette société. Ce que nous cherchons, précisons-le, c'est le *plein emploi* du patrimoine.

Débat vieux comme le patrimoine, c'est-à-dire assez récent : à qui profite le patrimoine ? Sa conservation stricte se justifie-t-elle ? Au service de quel projet doit-elle être mobilisée et orientée ? Il nous semble d'ailleurs que toute protection stricte du patrimoine est, de fait, orientée par une représentation, explicite ou non, de la place du patrimoine dans nos sociétés et de ses usages.

Ces malentendus et ces errements chez ceux qui ont des responsabilités culturelles reposent à nos yeux sur une série liée d'imprécisions entretenues en amont.

DE QUELQUES IMPRÉCISIONS DE VOCABULAIRE

Rendre raison d'une culture à partir de ses objets ou de ses traces matérielles, notamment après les travaux d'André Leroi-Gourhan ou de l'école des Annales, est un projet aujourd'hui peu discuté.

Que les objets *produits* par l'archéologue ou les documents *élaborés* par l'ethnologue soient les étapes et les moyens d'une connaissance scientifique toute provisoire et partielle a sans doute été oublié dans l'engouement patrimonial et la soi-disant prolifération des musées – qui reste d'ailleurs largement à démontrer, ne serait-ce que quantitativement. Entre l'objet construit par le scientifique, – moment d'un processus de recherche – et l'objet matériel qui en est à certains égards comme le reste, une identification confuse s'est opérée, qui fait croire à une identité ou une communauté de vocabulaire, d'objectif et d'intérêt. Pour le ramener à une formule simpliste, accumuler des objets serait accumuler de la connaissance. L'objet n'est cependant pas en soi un témoignage : il est construit comme tel au terme de la recherche et c'est seulement au prix d'un malentendu, entretenu parfois par le réalisme des modes de présentations, que le visiteur peut confondre l'objet construit par la science, l'objet dans son milieu et l'objet exposé, lui même résultat d'un faire parfois dissimulé. Leçon entendue depuis longtemps : « Ceci n'est pas une pipe ». Pour le chercheur comme pour le visiteur, l'objet aussi beau soit-il peut bien n'être qu'un

« témoin desséché », selon l'expression employée par van Gennep en 1914.

Ce tour de passe-passe sémantique renforce magiquement les pratiques de conservation et d'inventaire, frappées *naturellement* (c'est-à-dire culturellement et historiquement) de positivité car sauvant des témoignages menacés par la mort et par surcroît, frappées de scientificité, car produisant du même mouvement *objectivement* des objets indubitablement matériels et une connaissance objective par contagion.

Sur la base de cette série liée de confusions entre matérialité et vérité, objectivité et objet, objet empirique et objet scientifique, peut émerger la conception minimale et légitime du métier : conserver serait l'alpha et l'oméga de l'action culturelle patrimoniale.

Dans cette confusion, tout le monde est perdant. C'est omettre ou occulter la spécificité du métier patrimonial, sa positivité culturelle dans le présent de la cité. La recherche s'y trouve instrumentalisée, c'est-à-dire niée dans sa dimension problématique. Quant au public, il est purement et simplement l'oublié.

A quoi bon confondre deux approches différentes? Comme si journalistes et poètes gagnaient à être confondus au motif que tous deux utilisent les mêmes mots.

LA TRANSPOSITION DU PATRIMOINE

Le travail sur l'objet est un temps de la recherche, auquel elle ne peut se réduire, comme elle-même est un temps du travail de conservateur, auquel il ne peut se réduire. La restitution du patrimoine ou sa muséographie ne sont pas des surgissements du passé mais des activités, positives, intentionnelles et orientées, du présent. Il n'y a pas davantage de recherche sans problématique, que de politique de conservation et de mise en valeur du patrimoine sans problématique culturelle pour aujourd'hui. Couper les pratiques patrimoniales d'une recherche problématisée et les couper d'une mise en culture, revient à séparer ce qui doit être relié en un tout organique et à amputer ces pratiques de leur positivité. Ce métier ne peut pas nier sa spécificité en empruntant leurs logiques à des champs situés en amont ou en aval et jugés momentanément plus légitimes : celle de la recherche scientifique et de la production du savoir ou celle de l'économique et de la production de la richesse.

D'où la tendance – moderne? – qui consiste à dénaturer les présentations, à assumer le musée ou la patrimoine comme espace neuf de création qui présente des artefacts, non comme une copie du monde ou une remontée spontanée et immédiate du passé.

A nos yeux, le responsable du patrimoine est dans la même situation que celui qui trouve dans les archives ou la bibliothèque une partition oubliée depuis trois siècles.



Si l'on écarte les quelques spécialistes en Europe et aux Etats-Unis que cette découverte bouleversera ou intéressera, sa trouvaille restera sans échos. Mais s'il l'interprète, la met en scène et la fait voir et entendre, avec sa propre histoire et sa subjectivité, s'il se risque ainsi, il donne une chance aux spectateurs de découvrir cette œuvre, de l'aimer. La partition, inchangée reste protégée des agressions du temps dans le dossier où elle dormait dans l'oubli, comme beaucoup d'autres, dans l'attente d'autres représentations. Mais sa mise en scène, elle, est datée d'aujourd'hui où elle s'enracine, et dialogue avec ce passé, le re-présente et nous en fait présent. Transposition : pas d'autres façons plus sensibles pour nous d'être au *contact* du passé et des sensibilités perdues du passé. Pour cette mission, la science n'est pas seule. Le travail artistique nous semble également capable de favoriser ces rencontres sensibles avec le patrimoine. Suivons les conseils de Céline (dans Rigodon), maître en la matière : « *...traduire, trahir ! oui ! reproduire, photographe, pourrir ! illico !...pas regardable ce qui a existé !... transposez alors !...poétisez si vous pouvez ! mais qui s'y frotte ?...* »

Cette capacité à faire résonner le patrimoine aujourd'hui et pour tous les publics semble bien être le cœur de la mission du responsable du patrimoine. A son service, les diverses expertises techniques sont mobilisées et au premier rang figure certes la conservation. Mais ni la conservation ni la recherche ni le marketing – toutes étapes indispensables –, ne sont toute la politique du patrimoine si elles ne sont ainsi mises en musique. ■

* Philippe Mairot est conservateur du patrimoine au Conseil régional de Franche-Comté, directeur des musées des techniques et cultures comtoises, professeur associé à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et président de la fédération des écomusées et des musées de société.

Opération de cueillage à la verrerie, Passavant-la-Rochère, 1992. Cliché Catherine Gardone, pour le musée des techniques et cultures comtoises.

La sociologie de l'art et la sociologie de la culture

par Pierre-Michel Menger*

La sociologie de l'art connaît depuis une dizaine d'années un développement constant, qui se signale par une meilleure visibilité scientifique, l'augmentation du nombre des chercheurs qui en font leur domaine principal de recherche, la constitution de réseaux nationaux et internationaux d'échange et de coopération, la consolidation des collaborations interdisciplinaires mises en œuvre.

Dans ce développement, la relation des milieux de la recherche avec le ministère de la culture, avec ses différentes directions, et, tout particulièrement, avec son département des études et sa mission de la recherche, a constamment joué un rôle de premier plan. Tentons un bref survol, dont le caractère lacunaire et schématique écartera au moins le risque qu'il soit lu comme un palmarès ou un plaidoyer naïf.

SITUATION DE LA RECHERCHE

La sociologie de la culture s'était constituée dans les années 1955-1965 autour des recherches sur la consommation et les pratiques culturelles, sur le développement culturel local, sur les instances de socialisation et leur contribution à la reproduction du système social, et autour de travaux plus interdisciplinaires sur les médias et la communication. De cette phase constitutive sont issus en particulier une théorie sociologique de la production et de la consommation des biens culturels savants qui a fait largement école – celle créée par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, puis développée par

Bourdieu et les chercheurs de son Centre, et un ensemble de recherches sociologiques, ethnologiques et anthropologiques sur les cultures populaires, cultures des communautés locales, urbaines et rurales, des minorités ethniques et religieuses, de la classe ouvrière. Dans ce dernier secteur, la sociologie s'est beaucoup attachée depuis à approfondir le débat théorique sur les rapports entre culture savante et culture populaire¹, à la lumière des travaux des ethnologues et des historiens, qui contribuent pour une part croissante à la recherche empirique et archivistique sur ce terrain. Un renouveau de ces recherches a été amorcé dans les années récentes avec les travaux commandés et pilotés par la mission du patrimoine ethnologique au ministère.

La sociologie de l'art s'est surtout développée depuis le milieu des années 1970 : moins spéculative que la sociologie de l'art allemande, moins liée à l'héritage marxiste qui continue d'inspirer largement la sociologie de l'art britannique, la discipline doit son essor, en France comme aux Etats-Unis, à l'adoption des méthodes et instruments d'enquête et des outils conceptuels d'autres sociologies régionales – celles des organisations, du travail, des professions, de l'éducation, des politiques publiques – et à une forte demande de connaissances sur les principaux secteurs d'intervention culturelle des pouvoirs publics. Aux liens établis avec l'histoire et l'histoire sociale des arts, il faut aujourd'hui ajouter les échanges et confrontations de la sociologie avec l'économie de la culture, discipline de constitution récente et dont les contributions les plus originales et les plus durables viennent et viendront, comme en sociologie, de l'application d'analyses et de modèles qui ont cours dans les domaines plus centraux de la science économique.

LES PRINCIPAUX DOMAINES DE LA RECHERCHE SOCIOLOGIQUE

L'étude des **politiques culturelles** – celles de l'Etat et des collectivités locales, et les comparaisons internationales qui ont été menées – et celle des **institutions culturelles** ont progressé à mesure que s'amplifiait le soutien de l'Etat-Providence. Le modèle français de vie culturelle est inséparable de l'intervention publique dans le domaine des arts. Les traits saillants de ce modèle résument la contradiction dans laquelle est prise une démocratie à pouvoir d'Etat fort et centralisé et aux ambitions culturelles élevées. L'Etat, dont le soutien aux activités novatrices et aux secteurs artistiques impuissants à s'autofinancer est décisif, doit arbitrer entre l'hégémonie de la capitale et la concentration sur Paris des investissements culturels publics qui procurent au pays du prestige et consolident son rang dans la vie culturelle internationale, d'un côté, et les idéaux de démocratisation et de décentralisation culturelles, de l'autre. Les enquêtes sur les acteurs des **politiques culturelles** centrales et locales et sur l'organisation et les règles d'action et de décision de la bureaucratie culturelle décrivent les mécanismes de l'intervention publique, et permettent d'apprécier la rationalité et les finalités de celle-ci².

1 Sur ce point, l'ouvrage récent de C. Grignon et J.-C. Passeron est particulièrement éclairant.

2 Mentionnons ici les travaux de E. Friedberg et Ph. Urfalino, poursuivis par ce dernier, de G. Saez et des chercheurs associés aux activités de l'Observatoire des Politiques Culturelles de Grenoble, et de X. Dupuis en économie de l'action publique.

Les travaux sur les systèmes de **professionnalisation** artistique, sur les **marchés** des biens d'art, sur la **démographie professionnelle** des populations d'artistes et sur les transformations du **marché du travail** artistique ont connu depuis une dizaine d'années un développement rapide et cumulatif. L'analyse du marché de l'art, de son fonctionnement et de ses acteurs, a, par exemple, donné lieu à tout un ensemble de recherches sociologiques et économiques financées par le ministère de la culture, en association avec celui de la recherche dans certains cas³. Les recherches sur l'industrie culturelle et en particulier sur le livre et l'édition témoignent de l'extension progressive du champ.

Les enquêtes monographiques sur les diverses professions et catégories d'artistes se sont multipliées ; les acquis des recherches sur le travail et les professions, dans les diverses traditions de la sociologie européenne et nord-américaine, ont largement contribué à structurer et homogénéiser ce domaine d'étude. Un des terrains les plus féconds est l'analyse des rapports entre systèmes de formations aux métiers artistiques⁴ et formes de professionnalisation dans ces métiers. Les enquêtes sur les divers segments du marché du travail artistique conduisent à décrire les formes d'emploi et de chômage et les dimensions de prise de risque inhérent au choix et à l'exercice de professions qui tirent une partie importante de leur prestige de l'incertitude et de la rareté du succès. Simultanément, les comparaisons internationales ont permis de mettre en évidence les ambiguïtés des descripteurs socio-économiques traditionnels du statut et de la professionnalité. De toute évidence, les recherches sur l'emploi et sur les professions artistiques et culturels sont aujourd'hui un programme fortement mobilisateur, tant par son intérêt proprement scientifique que par son actualité sociale et politique. C'est l'un des domaines prioritaires d'enquête du Centre de sociologie des arts⁵, et l'un de ceux qui impliquent des organismes publics de recherche de réputation confirmée (Centre d'études et de recherches sur les qualifications, Centre d'étude de l'emploi, Insee) dans la connaissance des mondes de l'art.

Les recherches sur la **consommation** artistique et culturelle appartiennent au répertoire désormais classique des instruments de la connaissance sociologique. Les enquêtes périodiques du Département des études et de la prospective au ministère de la culture sur les pratiques culturelles des Français et, à intervalle plus large, celles de l'Insee sur les loisirs, et les multiples sondages pratiqués par les instituts privés mesurent l'évolution des comportements. Elles établissent toutes l'ampleur des inégalités sociales dans la consommation de la culture savante. L'obligation a été progressivement ressentie de diversifier les méthodes et les instruments d'enquête pour décrire plus complètement les multiples conduites d'appropriation des œuvres, pour étoffer la caractérisation des biens et l'analyse de la **perception** esthétique et de la **réception** artistique dans ses divers contextes : il s'agit de tirer toutes les conséquences du fait, souvent rappelé mais plus rarement exploré rigoureusement, que les œuvres picturales ou musicales,

comme les œuvres littéraires, n'existent et ne durent que par l'activité interprétative de leurs publics successifs⁶. L'étude des pratiques de lecture⁷, celle de la fréquentation des musées et des concerts prennent en compte ces dimensions nouvelles de problématisation, en empruntant autant à la sociologie ou à la psychologie cognitive qu'à la sémiologie et à l'esthétique.

Comment enfin s'approcher des œuvres elles-mêmes et de l'exigence d'une **science des œuvres** qu'il n'a pas suffi de souhaiter interdisciplinaire pour la faire advenir ? Si la sociologie de la littérature a été, pour d'évidentes raisons, la première à opérer la mise en relation des structures et significations de l'œuvre avec l'organisation et les transformations du monde social, le travail d'interprétation ne pouvait être approfondi et étendu aux autres arts sans les réaménagements théoriques qui ont conduit à abandonner les schémas réducteurs de causalité déterministe. Le défi lancé à la sociologie comporte un paradoxe : l'accumulation des connaissances sur les trois autres thèmes évoqués peut nous éloigner de l'œuvre et ne nous la faire voir qu'à travers le prisme relativiste qui efface ou désintègre son identité singulière. Ce défi théorique et épistémologique a une portée qui dépasse les frontières de la sociologie de l'art⁸.

Il est un autre défi, non moins stimulant, qui est imposé par l'extrême différenciation du domaine artistique. S'attacher à explorer les disciplines artistiques dans leur diversité n'est d'abord que la contrepartie du réalisme scientifique : la première des lectures qui s'impose au chercheur est celle qui met en avant la nature propre de chaque médium artistique et les caractéristiques particulières dont sont porteuses l'activité de création et celle de réception, et, avec elles, tout le système d'organisation de la pratique artistique et de la circulation des biens. Musique et littérature peuvent figurer les deux bornes d'un continuum dans la recherche sociologique si celle-ci s'attache à interpréter comme des rapports de force, des jeux d'intérêts ou des manifestations codifiées de l'idéologie d'un groupe les rapports de sens et les constructions de structure qui s'imposent à l'expression artistique individuelle. A l'évidence, il serait plus singulier de procéder à un déchiffrement d'une symphonie beethovénienne dans le langage d'une dialectique des intérêts individuels et collectifs, comme on a pu le faire, que de discerner dans la matière d'un roman des représentations liées à la position sociale de son auteur, ou d'appliquer à un corpus de scénarios de films une grille d'analyse sociologique mise en relation avec des indicateurs d'anomie sociale.

Qu'il me soit permis, pour finir, de souligner que les liens établis entre les acteurs de la politique de recherche et d'études du ministère de la culture et les chercheurs sont construits sur une tension féconde entre le besoin de connaissances approfondies et les exigences de la confection d'outils d'aide à la décision et à l'action publique. C'est l'art d'une politique de recherche que de savoir tirer parti de cette tension. ■

* Pierre-Michel Menger est directeur du Centre de sociologie des arts (EHESS CNRS) et directeur de recherche au CNRS.

3 Signalons notamment les recherches de R. Moulin, O. Chanel, L.A. Gérard-Varet et V. Ginzburgh, de B. Rouget, D. Sagot-Duvauroux et S. Pflieger.

4 Pensons aux enquêtes sur l'enseignement musical d'A. Hennion.

5 Equipe constituée de P.-M. Menger, J. Rannou et S. Vari.

6 Comme le montrent bien les travaux de J.-C. Passeron, de J.-C. Chamboredon, J.-L. Fabiani et E. Pedler à l'Ehess.

7 Avec les enquêtes de F. de Singly, avec les travaux socio-historiques de R. Chartier, avec les programmes de recherche mis en œuvre par l'Observatoire de la lecture et par la BPI du Centre Pompidou.

8 Comme Jacques Revel et moi-même avons voulu le souligner dans l'élaboration d'un récent numéro des *Annales* consacré à la sociologie et à l'histoire sociale des arts.

Un projet de culture scientifique et technique sur le site minier 9-9bis d'Oignies (Pas-de-Calais)

par Olivier Kourchid*

Le site d'extraction « 9-9bis » d'Oignies (Pas-de-Calais)¹, dont l'exploitation est arrêtée depuis fin 1992, et dont les principaux bâtiments, structures et machines ont été classés « monument historique » en 1994, fait l'objet d'un projet de culture scientifique et technique, en lien avec un programme du CNRS sur l'histoire politique et technique des sécurités industrielles. Une association d'anciens mineurs et responsables du site s'est mobilisée sur l'entretien et la mise en valeur des machines en place².

1 A l'occasion des journées du Patrimoine, le ministre de la culture et de la francophonie a consacré au site d'Oignies la première de ses visites du Pas-de-Calais, le 17 septembre 1994.

2 ACCUSTO-SECI : Association pour la création du Centre de culture scientifique et technique d'Oignies sur les sécurités industrielles ; ce groupe de bénévoles assure, avec le financement des affaires culturelles, l'entretien et le gardiennage du site.

L'administration a fondé sa décision de classement sur plusieurs motifs : la qualité et l'unité architecturale, des années 1920-1930 ; excellent état de fonctionnement des grandes machines électriques nécessaires à l'extraction du charbon, aux mouvements de personnel par le puits vers les chantiers, à la ventilation des galeries et à la transmission d'informations et de fluides.

De plus, situé au centre du bassin minier Nord-Pas-de-Calais l'installation est doublement symbolique : le charbon y a été découvert en 1842 ; et elle est pratiquement le seul témoin de surface, toujours debout, d'un ensemble beaucoup plus vaste de 4 fosses et 8 puits interconnectés à 700 mètres sous terre, qui fut le dernier à fonctionner jusqu'à sa fermeture en 1990-1991.

L'ASSOCIATION ENTRE RECHERCHE, CONSERVATION ET VALORISATION DANS UNE INDUSTRIE ANCIENNE

Nous avons mené de 1989 à 1991, avec un groupe d'étudiants une recherche sur l'organisation et la quotidienneté du travail minier. C'est au cours de ces nombreux contacts avec le personnel de la production et des

services techniques, et face à l'énorme complexité de l'activité humaine dans un environnement dangereux, imprévisible mais très réglementé, que nous avons acquis les convictions suivantes :

- la conservation des installations de surface, certes impressionnantes en tant que telles, et celle des machines en mouvement, doit se faire dans un esprit de **traduction culturelle**, envers le profane, de domaines industriels exceptionnels et stratégiques mais inaccessibles, qui comprennent les dispositifs sociaux et techniques complexes nécessaires à la quête des énergies ; et qui incluent leur corollaire, que l'on peut décrire comme étant l'inventaire des dispositions régulatrices et réglementaires nécessaires pour faire face à la dangerosité extrême de ces milieux de travail ;

- la conservation de ce patrimoine doit être indissociable de préoccupations prospectives plus larges concernant la thématique des **sécurités industrielles** au sens large : les métiers et les qualifications, bien sûr ; les outils, les machines, les instruments de contrôle et de mesure ensuite, et plus largement, les systèmes législatifs, réglementaires et opératoires de sécurité sociale et technique doivent être accessibles, à partir des branches industrielles ayant participé à l'état actuel du monde contemporain.

La démarche suivie dans le cas du site d'Oignies a pour but, non pas de reproduire la muséologie minière déjà abondamment représentée, mais de relier cette branche ancienne à d'autres plus récentes mais tout aussi complexes où les professionnels ont conscience des risques, et de la valeur de la solidarité. Ainsi peut-on respecter la technicité de la mine et ses dangers, que les mineurs veulent à juste titre faire valoir, sans tomber dans une transfiguration passéiste ou hypersymbolique ; ou dans une défiguration misérabiliste ou hyperludique.

DE LA RECHERCHE AU PROJET SUR LES SÉCURITÉS INDUSTRIELLES

Le programme de recherche que nous avons animé sur le site d'Oignies entre 1989 et 1991 doit beaucoup à la coopération des différents acteurs industriels, dont les HBNPC (Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais) ; il doit aussi beaucoup à deux programmes complémentaires du CNRS. Le PIRTTEM (Programme interdisciplinaire de recherche sur le travail, les technologies, l'emploi et les modes de vie), et le GDR 55 (Groupement de recherche CNRS-universités) « Travail et Travailleurs aux XIX^e et XX^e siècle », tous deux riches en confrontations disciplinaires.

Ces travaux rétrospectifs ou prospectifs ont bénéficié d'une écoute suivie de la part du CILAC et du TICCIH³, dont on sait les préoccupations pour la mise en valeur des grands patrimoines industriels.

La démarche de recherche sur les sites d'Oignies, classique, a permis d'effectuer une investigation complète des services, des tâches, et des métiers du travail souterrain et de surface (doublée d'entretiens biographiques et professionnels). A l'approche de la fermeture de ce site symbolique et de la médiatisation progressive du cérémoniel, nous avons retenu deux constats. Les métiers de la production consacrés à l'abattage du charbon et au creusement des voies d'accès vers les couches demeurent centraux et mythiques ; le personnel qui s'y consacre est

de moins en moins nombreux, mais la productivité et les salaires restent élevés. Par contre tous les métiers de service et de maintenance, articulés dans un ensemble organisationnel complexe « survivent » obligatoirement à la production, puisqu'ils doivent assurer toutes les fonctions jusqu'au noyau du sous-sol et au comblement des puits. C'est une investigation approfondie de ces dizaines de métiers opérationnels ou de maintenance voués à assurer le fonctionnement c'est à dire la **sécurité** de la mine, du fond et du jour, qui nous a conduit à considérer la mine comme l'histoire d'une industrie complexe intégrée, malheureusement marquée de catastrophes, mais indéniablement destinée à contrôler par tous les moyens et toutes les techniques les limites de la dangerosité naturelle du milieu.

UNE PÉDAGOGIE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE AXÉE SUR LES SÉCURITÉS INDUSTRIELLES

La trame de la perspective de valorisation du projet s'appuie sans doute sur la base minière inhérente au site, puisque la mine a joué, malgré ses drames, un rôle souvent innovateur du point de vue législatif, réglementaire, et technique, associant les sécurités d'exploitation, aux sécurités sociales.

Mais on a compris que le projet cherchera surtout à intégrer le plus largement possible les questions des sécurités industrielles posées par le monde contemporain et futur.

D'autres branches industrielles clés seront raccordées à l'histoire des houillères, sur le plan de la logique formelle organisant la complexité des techniques et des métiers hors normes ou en milieux hostiles : les énergies et leurs transports conduisent au pétrole et au gaz naturel, dont les plongeurs industriels sont – souvent en plus pénible – les mineurs méconnus : elles conduisent évidemment au nucléaire et au travail proche des milieux irradiés ; et déjà, au travail dans l'espace. Elles conduisent enfin aux systèmes de transport modernes, aériens, terrestres ou maritimes, tous étroitement tributaires des automatismes, des équipements de freinage, des signalisations, et parfois encore pris en défaut.

De ce fait, la thématique des sécurités industrielles sur le site minier d'Oignies, qui a fait l'objet de plusieurs publications¹, a été considérée par les instances décisionnelles comme pouvant assurer la justification culturelle du projet.

Le CNRS et l'association travaillent ensemble sur le recueil thématique de la mémoire collective des métiers, et de la dangerosité du sous-sol. D'autres branches industrielles, comme celles que nous avons signalées doivent être peu à peu associées dans une perspective comparative et internationale. Nous pensons qu'un site comme celui d'Oignies doit devenir un lieu de « culture-recherche », où s'opère une accumulation scientifique, bibliographique, filmographique et matérielle de supports nécessaires à la compréhension des sécurités industrielles. L'idée d'inventaire raisonné, (iconographique pour le moins), de dispositifs de sécurité est importante : nous avons fait remonter du fond, inventorié et décrit avec le responsable « aérage » la plupart des **instruments de mesure** concernant la ventilation et la détection du grisou ; beaucoup sont fonctionnels et

autorisent de nombreuses expériences. Toutes les machines en place permettent de comprendre la genèse des systèmes de **freinage** et d'**automatismes** fonctionnels. Ces inventaires doivent prélude à l'installation réelle sur le site d'autres matériels si possible fonctionnels appartenant à d'autres branches industrielles.

Dans chaque cas, on mettra l'accent sur le rapport introduit par l'activité concernée avec sa propre reproduction, c'est à dire son **histoire** et sa **formation professionnelle**, et l'on montera les dispositifs pédagogiques interactifs les plus adaptés à la compréhension de



la maîtrise du système : milieux et contraintes du travail, appareils de régulation et de contrôle, arrêts d'urgence et automatismes, simulations de pilotages, évocation des métiers les plus centraux pour la sécurité (pilotes, vérificateurs, techniciens d'entretien), logiques nationales et internationales de réglementation.

Comme nous le faisons sur la mine, en entamant sur la longue durée l'histoire sociale, politique et technique de la maîtrise des énergies, et de la sécurité du travail, nous commençons à explorer d'autres branches de travaux hors-normes (sous-marins et pétroliers en prolongement des énergies fossiles). Nous insérons ces thèmes dans nos enseignements, en espérant que dans un avenir idéal, une publication régulière sur les cultures et les sociétés industrielles verra le jour.

La thématique des sécurités industrielles permet d'entraîner un processus heuristique qui fait remonter du sous-sol vers la surface l'essence des activités humaines stratégiques donc dangereuses. Elle permet ensuite de proposer une périodisation plus générale des choix et de la rationalité industriels.

* Olivier Kourchid est directeur de recherche au CNRS IFRESI Lille : 2 rue des Cannoniers 59000 Lille. Tél. : 20 12 58 35

Le site 9-9bis d'Oignies en 1990, et les cités De Clercq et Bonnier. Cliché M. Deswarte Photo'r, Lesquin, Nord.

3 CILAC : Comité d'Information et de Liaison pour l'Archéologie, l'Etude, et la Conservation du Patrimoine Industriel ; TICCIH : The International Committee for the Conservation of Industrial Heritage

4 CNRS-IFRESI : ACCUSTO-SECI, Valorisation, et développement culturel, scientifique et technique du Site 9-9bis d'Oignies sur les Sécurités Industrielles, 16 p., 1992, rédigé par M. Dolligez et O. Kourchid ;

O. Kourchid, autres travaux, liés à la question : Mines et cités minières du Nord et du Pas-de-Calais, 400 photographies aériennes de 1920 à nos jours, Presses Universitaires de Lille, 1990 (avec A. Kuhnmmunch et

M. Deswarte) ; «A propos des sites miniers 9-9bis d'Oignies (Pas-de-Calais), suggestions pour un projet scientifique et technique sur les sécurités industrielles», in *Le Patrimoine Technique de l'Industrie*, colloque du CILAC, *Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse* 2/1992, p. 205-210 ; Production et travail dans une industrie stratégique : sociologie, histoire, archéologie du monde de la mine, thèse de doctorat d'état es lettres et sciences humaines, Université Paris VII, 2 tomes, 1993 ; «Les sécurités industrielles : méthodes et périodisation», *Actes des Journées de l'IFRESI*, janvier p. 353-369.

■ Colloques et congrès

3-5 novembre 1994

Grégoire de Tours et l'espace gaulois

Congrès international organisé à Tours à l'initiative de l'université François Rabelais (Tours) et du CNRS (GDR 893, UMR 9966 et URA 167).

Contact : Nancy Gauthier
CNRS- UMR 9966 Archéologie et Territoires - 3, place Anatole-France 37000 Tours.
Tél. : 47 36 81 12. Fax : 47 36 81 04.

18-19 novembre 1994

Histoire des sciences et des techniques pour comprendre notre temps

Colloque organisé dans le cadre de la semaine européenne de la culture scientifique de la Commission des Communautés européennes, par la Cité des sciences et de l'industrie (CSI), le CNRS, la Fondation Villette-Entreprises et des partenaires européens, à la CSI, salle Laser.
Contact : CSI, Marie-Pierre Hermann (40 05 73 32) et Georgette Rappaport (40 05 76 69).

28-30 novembre 1994

Science et conscience du patrimoine

7^e entretiens du patrimoine : colloque scientifique organisé au palais de Chaillot sous la présidence de Pierre Nora : patrimoine et sciences humaines, moyens et instruments de la

connaissance pour la protection et la politique du patrimoine ; aspects et étapes de la prise de conscience de cette politique depuis 30 ans.
Contact : 40 15 82 92.

1^{er}-3 février 1995

Imagina

Rendez-vous européen à Monte-Carlo des professionnels de l'image animée, du cinéma, des éditeurs de logiciels, des fabricants de matériel, des chercheurs dans le domaine de l'image de synthèse. Principaux thèmes des conférences : la société virtuelle (musées virtuels, universités virtuelles...) ; les communautés de clones ; la réalité augmentée ; les jeux et les joies du virtuel ; leurs trucs, effets spéciaux ; les artistes du virtuel ; les autoroutes de l'information et la conquête économique du cyberspace ; le réseau Internet.
INA : Françoise Guillermo.
Tél. : 49 83 26 71.

27-31 mars 1995

Que savons-nous de savoirs scientifiques et techniques ?

XVII^e journées internationales sur la communication, l'éducation et la culture scientifiques et industrielles organisées par le Laboratoire interuniversitaire de recherche sur l'éducation scientifique et technique (LIREST) au Centre Jean Franco à Chamonix.
Contact : D. Raichvarg
GHDSO-LIREST. Bât. 307.
Université Paris XI
F. 91405 Orsay cedex.
Tél. : 69 41 78 25. Fax : 69 85 54 93.

■ Séminaires

Séminaire autour du programme ARISC

(archives issues des sciences contemporaines)

4 novembre 1994

Michèle Conchon (Archives nationales, centre des archives contemporaines) : le rôle de l'archiviste dans le dispositif de stockage électronique des documents.

Lieu : Archives nationales
salle suspendue du CARAN
11, rue des Quatre-Fils
75003 Paris.

9 décembre 1994

Journée d'études sur les archives contemporaines
Lieu : Archives nationales
salle d'albâtre du CARAN
11, rue des Quatre-Fils
75003 Paris.

Contact : Odile Welfel -
CNRS/SOSI, 4, rue Las Cases
75007 Paris. Tél. : 44 96 51 49.

Instruments de recherche en histoire de l'art moderne et contemporain (GDR 712)

Thème général 94 - 94 :

iconographie entre commande et réception

4 novembre 1994 14h :

problèmes d'iconographie baroque : peinture, littérature, art des jardins.

2 décembre 1994 14h :

images religieuses et société.

Le vendredi, ministère de

l'enseignement supérieur

et de la recherche :

1, rue Descartes 75005 Paris,
pavillon Joffre, Carré des sciences,
salle Débats B.

Nouveaux timbres, nouvelle sensibilité au XVIII^e siècle

Thème du séminaire d'organologie et iconographie musicale organisé au Conservatoire national

supérieur de musique de Paris :

209, avenue Jean Jaurès 75019

Paris, salle Maurice Ravel, le

mercredi de 17h à 19h aux dates

indiquées. Il est ouvert aux

étudiants du Groupe de formation

doctorale « musique et

musicologie », aux étudiants et

chercheurs en organologie et

iconographie musicale.

Thème et calendrier des séances à venir :

14 décembre 1994 :

Eric Selch : portrait de musiciens américains : une tradition européenne.

18 janvier 1995 :

Thierry Lefrançois : les musiques pastorales dans la peinture française.

22 février 95 :

J.-C. Maillard : les instruments pastoraux à anche double dans la musique de chambre et à l'opéra.

15 mars 95 :

Beryl Kenyon de Pascual : entre savant et populaire : une revue actualisée du psaltérion espagnol et italien.

12 avril 95 :

Nicole Wild : l'iconographie musicale du théâtre de foire.

10 mai 95 :

Florence Gétreau, Denis Herlin : les variantes du clavecin français : recherches musicales et visuelles.

Contact : Monique Rousselle -
Laboratoire CNRS d'organologie et iconographie musicale

Musée des ATP :

6, av. du Mahatma Gandhi

75116 Paris. Tél. : 44 17 60 94.

Archéologie sous les mers, techniques et recherches

L'exposition *L'Archéologie sous les mers, techniques et recherches* (cf. *Culture et Recherche* n° 47, mai 1994) organisée à Nice du 27 mai au 4 septembre par le ministère de la culture et de la francophonie (mission de la recherche et de la technologie, département des recherches archéologiques sous-marines) et la Maison des sciences de l'homme, avec le concours du CNRS, a attiré 22 000 personnes. Cette exposition présentée par des panneaux illustrés, des objets en cours de traitement, programmes informatiques, maquettes et films sera présentée au CNRS, 3 rue Michel-Ange 75016 Paris à partir du 3 novembre.

Cette exposition est mise à disposition des organismes culturels par la Maison des sciences de l'homme. Les coûts de montage et démontage ainsi que le transport (50 000 F) sont à la charge de l'organisme emprunteur. La superficie nécessaire est de 150 m², la hauteur de plafond de 2,70 m.

Renseignements : mission de la recherche et de la technologie (40 15 84 62) et Maison des sciences de l'homme (49 54 26 06).

Directeur de la publication : Hubert Astier. Chef de la mission de la recherche et de la technologie : Jean-Pierre Dalbéra. Rédaction : Annick Mispelblom. Ministère de la culture et de la francophonie : 3, rue de Valois 75042 Paris cedex 01. Tél. : (1) 40 15 80 45. N° de commission paritaire : 1290 AD. ISSN 0765-5991. Conception-réalisation : Callimage/Marie-Christine Gaffory. Photogravure : Cicero. Imprimé à l'Imprimerie nationale.